

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann*

Copie

RP

Paris, 27 juillet 1914

Arrivé ce matin à Paris, j'ai appris par mon collègue de Belgique qu'il était inutile de tenter d'aller voir avant le déjeuner l'Ambassadeur d'Allemagne, Schoen, celui d'Autriche, Szecsen, et celui de Russie, Isvolsky, ces messieurs devant conférer tout le matin à l'Ambassade d'Allemagne.

Je me suis rendu aux Affaires Etrangères, où l'un des sous-directeurs politiques, M. Goût, m'a reçu longuement, pendant que l'autre des sous-directeurs, M. Berthelot, conférait avec les Ministres de Serbie et de Roumanie. En passant, je dirai que dans l'escalier le Ministre de Serbie, Vestnich, a dit au Ministre de Belgique, Guillaume: «Nous sommes sûrs que si les troupes autrichiennes pénètrent en Serbie, la Russie marche.» Est-ce du bluff?

J'en reviens maintenant à mon entretien avec M. Gout:

D'après celui-ci, la situation devient plus sérieuse d'heure en heure par le seul fait que la tension se prolonge. La Serbie a, samedi soir, avant six heures, accepté presque tous les points de l'ultimatum autrichien; on peut dire qu'elle les a acceptés tous, puisque, même sur la coopération de fonctionnaires autrichiens à l'enquête, elle n'a pas refusé, mais s'est bornée à demander des éclaircissements sur la manière dont cette coopération pourrait se produire. Jamais, semble-t-il, un gouvernement et un peuple européens n'ont reçu de sommation semblable à celle que l'Autriche vient d'envoyer à Belgrade; l'ultimatum autrichien était rédigé sur un ton qu'on n'emploie pas même vis-à-vis de rois nègres. Et cependant la Serbie a cédé, ou tout au moins a cédé à un tel point que la conversation aurait dû pouvoir continuer. Malheureusement, les hommes d'Etat autrichiens sont le plus souvent d'une mentalité au-dessous de la moyenne et le comte Berchtold ne fait pas exception à cette règle. Un autre élément dangereux est le comte Tisza, calviniste

étroit, hongrois fanatique, qui ne peut supporter les résistances des Slaves de Hongrie, ni comprendre leur mentalité. Il semble que si Giesl, le Ministre austro-hongrois à Belgrade, avait compris à quel point la Serbie s'était soumise et humiliée samedi à 6 heures du soir, il n'aurait pas quitté Belgrade à 6 h. 30; mais le malheur est que Giesl est un diplomate autrichien encore plus bête que les autres: à l'époque où M. Gout était conseiller d'ambassade à Constantinople, Giesl y était attaché militaire austro-hongrois; c'est un géant niais qui n'a probablement pas compris.

Seulement, a continué M. Gout, on aurait dû comprendre à Vienne et continuer la conversation, sinon directement avec Belgrade, du moins avec les Grandes Puissances et, par leur entremise, avec Belgrade, puisque la distance qui sépare les deux points de vue s'est réduite, somme toute, à peu de chose. On se demande à Paris qui gouverne l'Autriche: ce n'est plus le vieil Empereur qu'on paraît manœuvrer comme une sorte d'inconscient; ce n'est pas l'archiduc héritier, qui n'a encore aucun rôle; cela paraît être la camarilla anonyme qui entourait l'archiduc assassiné, François-Ferdinand, qui exploite cet assassinat et qui, peut-être aussi, en raison de ses sentiments très cléricaux, a été surexcitée par le Concordat récemment signé entre la Serbie et le Saint-Siège, concordat qui soustrait à l'influence autrichienne les assez nombreux catholiques de Serbie. Il est difficile d'agir sur une camarilla anonyme.

En Russie, continue M. Gout, l'opinion est encore calme, mais les grèves révolutionnaires ont cessé depuis l'ultimatum autrichien. L'Empereur ne pourra absolument pas résister à l'opinion publique si l'armée autrichienne pénètre en Serbie. Il faut tabler sur ce fait. L'opinion russe ne se contentera pas d'engagements de l'Autriche de ne rien conquérir, de se contenter d'une occupation provisoire, etc. L'opinion russe se soulèvera si les 400,000 Autrichiens concentrés sur la frontière serbe passent cette frontière.

L'Angleterre, qui n'est pas l'alliée de la Russie ni de la France, et qui a ainsi une plus grande liberté d'action, fait les plus grands efforts à Vienne, à Berlin et partout pour empêcher l'action militaire de se produire, pour faire entendre que la Serbie a approximativement cédé et que l'Autriche a obtenu plus qu'elle ne pouvait raisonnablement espérer d'un peuple libre quelconque. C'est surtout à Berlin qu'agit Sir Edward Grey. Il est allé jusqu'à faire dire à Berlin *que l'Angleterre ne pourrait pas rester neutre*.

C'est en effet de Berlin que dépend le tout, d'après le directeur politique aux Affaires Etrangères. Berlin prétend n'avoir rien su de ce que préparait l'Autriche. C'est invraisemblable. On peut supposer que Vienne n'a pas communiqué à Berlin les termes mêmes et les détails violents de l'ultimatum, mais Berlin a dû être mis au courant de l'intention. Si Berlin veut la paix, Berlin peut et doit parler haut à Vienne et l'Allemagne peut encore arrêter la conflagration européenne. Si Berlin ne le fait pas, l'Allemagne aura la responsabilité. Ce qui est inquiétant c'est que Jagow, le Ministre des Affaires Etrangères, paraît être un homme hésitant, ce qui rend avec lui les relations difficiles parce que les hommes hésitants sont facilement faux. On dit l'empereur Guillaume pacifique; nous le croyons à Paris, mais nous savons aussi qu'il est tiraillé depuis des mois entre le parti militaire et les

pangermanistes qui se plaignent auprès de lui de l'attitude revancharde de la France, d'une part, et, d'autre part, le monde du commerce et de l'industrie, qui est résolument pacifique et qui croit que l'Allemagne n'a qu'à se laisser vivre pour continuer à progresser à pas de géant sans avoir besoin de tirer l'épée.

En France, nous attendrons avec calme ce que décidera l'Allemagne, car, encore une fois, c'est d'elle que tout dépend. L'opinion publique comprend fort bien qu'il ne s'agira plus d'une querelle austro-serbe, mais qu'il s'agit de la grande liquidation générale, à laquelle on s'attend depuis des années. La situation est plus sérieuse qu'au renvoi de M. Delcassé par M. Rouvier, ou qu'au moment de l'affaire d'Agadir et on ne peut se dissimuler que chaque heure aggrave la tension.

On ignore au Ministère des Affaires Etrangères ce que décideront MM. Poincaré et Viviani. Le Président de la République et le Président du Conseil sont entre Stockholm et Copenhague et on attend, dans l'après-midi, de leurs nouvelles. Aux Affaires Etrangères, il y a deux courants: l'un pour la continuation du voyage avec sérénité, à l'instar de ce qu'avait fait M. Fallières qui n'a pas contremandé son voyage en Hollande au moment du coup d'Agadir; l'autre pour un retour accéléré en France parce qu'il faut 48 heures, au bas mot et en forçant la vitesse, pour venir par mer de Christiania à Dunkerque, ce qui fait 4 jours avec le temps perdu en Norvège; or, d'ici 4 jours beaucoup de choses auront pu se passer.

Le Ministre de Roumanie, Lahovari, auquel j'ai fait une visite cet après-midi, a joué au bridge mercredi jusqu'à minuit chez le Ministre de Serbie, Vestnich, avec l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie Szescen qui certainement ne se doutaient pas de ce qui se préparait à ce moment-même à Vienne. Lahovari a quitté Paris le lendemain matin pour rejoindre sa famille en Bavière, mais à Munich, en lisant les journaux, il s'est décidé à rentrer à Paris, où il est arrivé hier. Il a rencontré à Munich M. Venizelos qui se rendait à Bruxelles pour y conférer avec le Grand Vizir et qui, de son côté, a suspendu son voyage pour rentrer à Athènes. M. Venizelos a dit à M. Lahovari que la Grèce avait fait savoir à Sofia que si la Bulgarie entrait en campagne contre les Serbes, la Grèce marcherait au secours de ceux-ci.

Le Ministre de Roumanie n'a reçu aucune communication politique de son gouvernement depuis huit jours. Il ignore donc s'il est exact que le 5e Corps roumain (qui fait front contre la Bulgarie) ait été mobilisé. A première vue, M. Lahovari ne croit pas que son gouvernement ait adopté jusqu'ici une attitude dans le conflit austro-serbe. Le Ministre de Roumanie affirme, d'après Vestnich, que c'est sur le conseil direct de la Russie qu'à Belgrade on a répondu comme on l'a fait à l'ultimatum autrichien et que c'est aussi sur le conseil de la Russie que le Gouvernement serbe a décidé d'évacuer Belgrade.

Il est d'avis que, puisque le Ministre d'Autriche Giesl a commis la faute de rompre les relations diplomatiques une demi-heure après avoir reçu la réponse serbe, au lieu d'envoyer à Semlin, de l'autre côté de la rivière, un secrétaire télégraphier ou téléphoner à Vienne la réponse serbe, il faut se démener pour tâcher de trouver une petite satisfaction quelconque pour l'Autriche afin de permettre à celle-ci de reculer. Il croit que c'est ce qu'on cherche de toutes parts. Il lui paraît impossible de déclencher la plus formidable guerre pour les minimes différences

entre l'ultimatum autrichien et la réponse serbe. Si on n'échange pas de coups de fusil d'ici à demain soir, il est impossible qu'on ne s'entende pas pour éviter la guerre.

Le baron Guillaume, Ministre de Belgique, rentré hier dimanche à Paris et qui est venu me voir à cinq heures, est du même avis. Il croit une grande guerre impossible pour les mêmes motifs et aussi parce que, d'après les renseignements militaires parvenus à son Gouvernement, l'armée russe n'est pas en meilleur état qu'il y a un an; on a accumulé en Russie d'admirables circulaires, mais tout cela est resté sur le papier. Les Français le savent. La politique intérieure anglaise et française n'est pas si brillante; tout cela concourt au maintien de la paix et l'Allemagne agira certainement dans le même sens.

Guillaume doit voir Schoen pendant que je vous écris et aura la bonté de repasser chez moi, ce qui me permettra peut-être d'ajouter un post-scriptum au présent rapport.

Guillaume qui a connu à Constantinople le baron Giesl, alors attaché militaire d'Autriche, et qui l'a retrouvé à La Haye à la seconde Conférence de la Paix de 1907, dit qu'il n'est ni géant ni niais, mais vif et plutôt bavard. Il y a deux Giesl au service autrichien; il ignore lequel était à Belgrade jusqu'à samedi; M. Goût paraît faire une confusion.

La Bourse n'a pas revu aujourd'hui lundi la grave panique de samedi. Un grand financier m'assure que lui et ses collègues ont l'impression qu'on finira par s'entendre. Il a conféré aujourd'hui avec d'autres grands financiers dont l'un arrivait de Berlin, où il avait vu des princes de la finance allemande; on a déjeuné gaiement ensemble «en attendant la guerre», mais en se montrant convaincu que l'Empereur saurait l'empêcher.

PS. Guillaume revient de chez Schoen. Celui-ci lui a annoncé qu'en ce moment même Szcesen était au Ministère des Affaires Etrangères pour faire savoir que la guerre serait déclarée demain par l'Autriche à la Serbie. Schoen a ajouté qu'il croyait avoir convaincu le Gouvernement français, que lui-même, son pays et son Empereur désiraient la paix et rien que la paix. La Russie attaquera-t-elle l'Autriche? Est-elle en état de le risquer? Schoen déclare n'en rien savoir. Sur une question de Guillaume: «Dans ce cas êtes-vous obligés de marcher au secours de l'Autriche?» *Schoen*: «Je crois que oui.» «Croyez-vous que la Russie attaquera l'Autriche?» *Schoen*: «Je n'en sais rien.» «Et si c'est vous qui attaquez la Russie, la France doit-elle marcher?» *Schoen*: «Je crois que oui. Je crois que les Français redoutent beaucoup la guerre; on ne peut donc pas dire encore si cette déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie entraîne forcément la mise en mouvement de la Russie, qui entraîne la mise en mouvement de l'Allemagne, qui entraîne la mise en mouvement de la France. Tout cela est lamentable car nous voulons la paix.»

27 JUILLET 1914

13

Guillaume: «Et l'Italie?» *Schoen:* «Nous avons reçu d'elle des assurances absolument indiscutables de fidélité à l'alliance.»

En terminant, Schoen a dit à Guillaume qu'il était regrettable que je fusse absent parce que j'étais un ancien qui avait déjà vu comment les choses s'étaient passées en 1870. Guillaume ayant répondu que j'étais rentré ce matin, Schoen a dit qu'il viendrait me voir.

Je viens de vous téléphoner ce qui précède.

M. Poincaré rentre directement sans aller au Danemark ni en Norvège.